

# Risques de corruption

## Séminaire de sensibilisation des entreprises

La Chambre de commerce, en partenariat avec la Fedil, a organisé avec succès le 24 mai 2012 un premier séminaire de sensibilisation des entreprises aux risques de corruption et d'ententes dans leurs activités, notamment internationales. Ce séminaire a pris place dans le cadre des lois du 13 février et 23 octobre 2011, introduisant en droit luxembourgeois des mesures de protection pour les donneurs d'alerte (les « whistleblowers »), d'une part, et renforçant les moyens de lutte contre la corruption et les ententes, d'autre part, ainsi que de la recommandation faite par l'OCDE au Grand-Duché de Luxembourg le 23 juin 2011 en vue d'améliorer le degré de sensibilisation et de connaissance du secteur privé luxembourgeois en ces matières.

La matinée a débuté par une série de workshops, animés par Christophe Jung, Compliance Programme Officer & General Counsel auprès d'ArcelorMittal, Pierre Rauchs, président du Conseil de la concurrence, Me Nuria Zurita Perlata, avocate à la Cour, et Me Hans-Jürgen Meyer-Lindemann, Managing Partner auprès de Shearman & Sterling LLP. Ces workshops ont donné l'occasion à un public averti de débattre avec les orateurs sur les défis et enjeux de la mise en place d'un programme de compliance dans une multinationale, les interactions des réglementations luxembourgeoise, communautaire et américaine en droit de la concurrence sur les entreprises nationales ainsi que les mesures de protection du salarié donneur d'alerte.

Pierre Gramegna, directeur général de la Chambre de commerce, a ouvert la conférence tenue en présence du ministre de la Justice, François Biltgen, au cours de laquelle des orateurs spécialisés, parmi lesquels Pierre-François Wery, Partner chez PwC Luxembourg et Frank Hallez, Regional Compliance Officer de Siemens S.A., se sont succédés pour présenter les risques encourus par les entreprises luxembourgeoises eu égard aux réglementations applicables et le programme de compliance, modèle de lutte contre la corruption, mis en place par le groupe Siemens depuis quelques années.



**Serge Wilmes, Nicolas Soisson, Léon Gloden, Robert Dennewald, François Biltgen et Pierre Gramegna lors de la conférence**

Robert Dennewald, président de la Fedil, a clôturé la conférence en soulignant l'importance pour les dirigeants luxembourgeois de s'assurer que les valeurs éthiques d'une saine concurrence soient respectées et que des programmes de compliance soient mis en œuvre dans leurs entreprises.

Le ministre de la Justice, la Chambre de commerce et la Fedil se sont engagés à continuer leurs efforts de sensibilisation du secteur privé aux risques de corruption et d'ententes afin de soutenir les entreprises luxembourgeoises dans la mise en place de standards éthiques élevés. Photo : CC

[www.fedil.lu](http://www.fedil.lu)